

Inventaire des Zones Humides
Compte-rendu du comité territorial « ONDAINE - FURAN »
17 janvier 2013

Personnes présentes

CROZET Dominique – Vice-président – Saint-Etienne Métropole
PERRATONE David – Saint-Etienne Métropole
OGIER Caroline – Saint-Etienne Métropole
BARRELLON Pierre – Fédération départementale de la Chasse 42
SCARAMUZZI Mathieu – FDAAPPMA 42
KOLODZIEJCZYK Pascal – ONEMA 42
PEROTTI Pascal – ONEMA 42
CHORGNON Guillaume – PNR et CPIE Pilat
DURIS Bernard - Comité départemental de Randonnée Pédestre
DURAND Yannick – CRPF
EPALLE Daniel – Chambre d’agriculture de la Loire
DEBROSSE François – Chambre d’agriculture de la Loire
GARDES Mireille - Chambre d’agriculture de la Haute-Loire
MOJA Philippe – DDT42
BELLOC Angélique – CESAME
DUBOIS Fabrice – Conseil Général de la Loire
BILLAUD Fabien – Conservatoire d’Espaces Naturels Rhône-Alpes

Personnes Excusées

DURAND Yannick – CRPF
GOUX Mylène – ONF
BEAL Catherine – PNR Pilat
PENAUD François – Agence de l’Eau Loire-Bretagne
MARTINET Alain - REGION Rhône-Alpes
CARRIO Jean-Luc – DREAL Rhône-Alpes
CPIE Pilat – Jérôme LIONS
DIENG Marie-France - CCI de Saint Etienne - Montbrison

Contexte :

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

La présentation se déroule en trois temps :

Fabrice DUBOIS (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire : www.loire.fr/ et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

Les réactions :*D'une manière générale :*

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides <1ha.

Il est rappelé que la réglementation sur les zones humides s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'État demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblaiement de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figure un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux.

En lien avec les activités agricoles :

La chambre d'agriculture souligne qu'il est important de bien communiquer sur ce sujet délicat pour eux et également d'informer au plus près du terrain, notamment les agriculteurs. Elle propose de bien s'appuyer sur les mairies pour relayer l'information auprès des propriétaires et des exploitants ; d'informer des dates de prospection (avril à octobre 2013) et de ne pas dégrader les prairies de fauche en juillet.

CESAME précise que pour assurer la communication, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en mairie, et qu'un article sera proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...)

CESAME rappelle également que les chargés d'études missionnés pour les investigations de terrain ont pour habitude d'aller à la rencontre des exploitants se trouvant à proximité des sites prospectés et d'expliquer la démarche engagée.

SEM présente le journal du Furan dans lequel figure un article sur l'inventaire.

En lien avec la non exhaustivité de l'inventaire :

L'inventaire vise l'exhaustivité pour les zones humides >1ha.

L'ONEMA souligne que la connaissance ne permettra pas de cerner complètement les enjeux du territoire. Par exemples, certaines zones humides (<1ha) sont très importantes pour la préservation de l'Ecrevisse à pieds blancs. (ex : chapelets de petites zones humides <1 ha situées en tête de bassin versant).

A ce titre CESAME et le CEN rappellent que la base de données constituée dans le cadre de l'inventaire intégrera également toutes les connaissances validées de zones humides inférieures au seuil de 1 ha. Les enjeux de territoire tels que la présence d'espèces emblématiques seront également considérés, notamment lors de l'étape de hiérarchisation des zones humides. Les acteurs du territoire sont donc invités à faire remonter leurs connaissances de terrain (sites à prospecter, enjeux de territoire...) pour garantir leur prise en compte dans le cadre de cette mission.

En lien avec les ZHIEP et ZSGE :

Ces zonages, s'ils doivent exister, seront définis par le Préfet de département. Ce dispositif n'a jamais été mis en place en France. L'outil ZHIEP s'inscrit dans une démarche volontaire (type MAET), alors que l'outil ZSGE est plus lourd, pouvant aller jusqu'à des servitudes comme pour certains captages d'eau. Parallèlement aux démarches réglementaires, la préservation des zones humides peut passer également par des démarches contractuelles.

L'environnement/contexte de la zone humide sera un critère important, à priori les critères seront suffisamment renseignés et détaillés dans Gwern pour permettre la mise en œuvre.

En lien avec les mesures compensatoires :

L'ONEMA annonce qu'il sera très difficile de créer des zones humides. Le Conseil général précise que la CLE du SAGE réfléchira à un outil technique pour développer du savoir faire en ce domaine.